

CONSEIL MUNICIPAL DU 7 FEVRIER 2019 EN BREF

Ouverture de la séance à 21H

ORDRE DU JOUR	CONTENU DES DOSSIERS	VOTE
AFFAIRES GENERALES	<p>INSTALLATION D'UN NOUVEAU CONSEILLER MUNICIPAL ET MODIFICATION DES COMMISSIONS MUNICIPALES</p> <p>Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que Madame Christine ROBERT, conseillère municipale élue sur la liste « Osons Montluel », a signifié, par courrier réceptionné en mairie le 22 janvier 2019, sa démission du conseil municipal de Montluel.</p> <p>Monsieur le Maire précise que Monsieur le Préfet de l'Ain a été informé de cette décision conformément aux dispositions de l'article L.2121-4 du Code général des collectivités territoriales.</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article L.270 du code électoral, le conseiller municipal venant sur la liste immédiatement après le dernier élu est appelé à remplacer le conseiller municipal élu sur cette liste dont le siège devient vacant pour quelque cause que ce soit.</p> <p>Il convient en conséquence de procéder à l'installation du candidat suivant de liste, à savoir Madame Marie-Astrid GALLET, en qualité de conseillère municipale.</p> <p>Il est proposé que Madame Marie-Astrid GALLET remplace, en qualité de conseillère municipale, Madame Christine ROBERT au sein des commissions municipales dont cette dernière était membre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Affaires scolaires, périscolaires et culturelles ; - Vie associative, sports, jeunesse. <p>Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DE PRENDRE acte de l'installation de Madame Marie-Astrid GALLET en qualité de conseillère municipale et de la modification du tableau du Conseil municipal ; - DE DECIDER de la modification de la composition des commissions municipales comme précisée supra. 	<p>Le conseil prend acte et décide à l'unanimité de la modification des commissions municipales</p>
AFFAIRES GENERALES	<p>APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU 18 DECEMBRE 2018</p>	<p>Le conseil prend acte.</p>

<p>AFFAIRES GENERALES</p>	<p>ECHANGE DE PARCELLES SANS SOULTE ENTRE MONSIEUR THIERRY BALUFIN ET LA COMMUNE DE MONTLUEL</p> <p>Monsieur le Maire rappelle que par délibération en date du 18 décembre 2018, le Conseil municipal a prononcé le déclassement et la désaffectation d'une parcelle d'environ 35 m² sise Quartier de la Gare.</p> <p>Il est rappelé l'utilité de procéder à un échange de parcelles entre la Commune et Monsieur Thierry Balufin afin de permettre à la Commune de créer un passage permettant un cheminement en mode doux le long du groupe scolaire Saint-Exupéry (cadastrée parcelle AC 158) sur le terrain qui appartient actuellement à Monsieur Balufin, propriétaire de la parcelle AC 111.</p> <p>Il est ainsi proposé au Conseil municipal que la Commune cède ladite parcelle sise Quartier de la Gare et qu'en échange, Monsieur Thierry BALUFIN cède à la Commune la parcelle située le long du Groupe scolaire Saint-Exupéry.</p> <p>Il est précisé qu'un géomètre procédera à l'arpentage des deux parcelles.</p> <p>Monsieur le Maire précise que malgré la différence de surface en faveur de la Commune, cet échange de terrain se réalisera sans soulte. Les deux parties ont en effet considéré que cet échange était équilibré.</p> <p>Monsieur le Maire demande au Conseil municipal :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DE DECIDER que la Commune de Montluel procède à l'échange suivant avec Monsieur Thierry Balufin : <ul style="list-style-type: none"> o La Commune cède à Monsieur Balufin la parcelle d'une superficie d'environ 35 m² hors trottoir sise Quartier de la Gare ; o En échange, Monsieur Balufin cède à la Commune la parcelle située le long du Groupe scolaire Saint-Exupéry d'une superficie d'environ 212 m² sur la parcelle cadastrée AC 111 ; - DE DIRE que les frais de géomètre et notariés liés à cet échange seront à la charge de la Commune de Montluel ; - D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant (Monsieur Bertrand Gillet ou Madame Irène Tost) à signer l'acte d'échange sans soulte ainsi que toutes les pièces afférentes à ce dossier. 	<p>Pour à l'unanimité</p>
<p>AFFAIRES GENERALES</p>	<p>EXTENSION DU CIMETIERE DE JAILLEUX</p> <p>Monsieur le Maire expose aux conseillers que l'espace disponible du cimetière de Jailleux n'est pas suffisant et que par conséquent il est nécessaire de procéder à une extension dudit cimetière, afin de pouvoir répondre favorablement aux demandes de nouvelles concessions à venir.</p> <p>Monsieur le Maire précise que ce projet ne présente aucune contre-indication ni hydrogéologique, ni environnementale et que la procédure d'instruction a été suivie conformément au Code général des collectivités territoriales et du Code de l'environnement.</p> <p>L'étude hydrogéologique a été effectuée afin de vérifier la compatibilité du sol avec l'affectation prévue, a conclu qu'aucun fait ou élément n'était opposable à l'extension du Cimetière de Jailleux sur la moitié Ouest des parcelles concernées.</p> <p>Le terrain jouxtant le Cimetière de Jailleux, pour cet agrandissement, est communal et a une étendue en rapport avec les besoins. Le prolongement naturel du cimetière actuel s'effectuerait sur les parcelles cadastrées C 151 et C 153.</p> <p>Monsieur le Maire précise que la localisation future de cette extension, située dans une partie urbanisée de la commune implique l'obtention d'une autorisation préfectorale et qu'une enquête publique sera réalisée conformément aux termes de l'article L.2223-1 du Code général des collectivités territoriales et au code de l'environnement, il est précisé qu'une enquête publique sur ce projet d'agrandissement sera préalablement menée par la Commune de Montluel.</p> <p>Il est proposé au Conseil Municipal une extension du cimetière dans le prolongement actuel sur les parcelles C 151 et C 153.</p> <p>Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DE DECIDER l'agrandissement du cimetière situé à Jailleux sur les terrains cadastrés C 151 et C 153 appartenant à la commune ; - DE L'AUTORISER à lancer toutes les opérations nécessaires à l'extension du cimetière tant sur le plan réglementaire que sur les études ; - DE L'AUTORISER à solliciter l'avis de la commission départementale compétente en matière d'environnement, de risques sanitaires et technologiques ; - DE L'AUTORISER à demander l'autorisation d'extension au Préfet de département, suite à la réception du rapport, de l'avis motivé du commissaire enquêteur et de l'avis de la commission précitée ; - DE LE MANDATER pour lancer l'enquête publique conformément aux dispositions de l'article L.2223-1 du Code général des collectivités territoriales ; - DE LUI CONSENTIR tout pouvoir pour signer tous les documents se rapportant au dossier et engager la procédure administrative en vue de l'agrandissement. 	<p>Pour à l'unanimité</p>

<p>URBANISME</p>	<p>REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE – DEBAT SUR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE</p> <p>Monsieur le Maire explique que le Conseil municipal est appelé à débattre des orientations du Projet d'aménagement et de développement durables (PADD) dans le cadre de la procédure de révision du PLU.</p> <p>Monsieur le Maire rappelle que par délibération n° 2017-05-30-009 en date du 30 mai 2017, le Conseil municipal a prescrit la révision du PLU sur l'ensemble du territoire communal et explique que conformément à l'article L151-5 du code de l'urbanisme, le PADD définit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ; - Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune. Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain ». <p>Le PADD n'est pas soumis à un vote mais à un débat conformément aux dispositions de l'article L153-12 du code de l'urbanisme : « Un débat a lieu au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et des conseils municipaux ou du conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables mentionné à l'article L. 151-5, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme ».</p> <p>Monsieur le Maire rappelle que le PADD avait déjà fait l'objet d'un débat, acté par une délibération n°2017-07-05-001 en date du 5 juillet 2017. Cependant des modifications y ont été apportées, ce qui justifie qu'une nouvelle délibération soit prise après un nouveau débat. Le PADD de Montluel s'articule autour de cinq orientations principales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Axe n°1 : un développement raisonné, modéré et diversifié garantissant une gestion économe de l'espace ; - Axe n°2 : une centralité constituée de 2 pôles : l'affirmation du centre-ancien et le développement de la polarité stratégique du quartier de la gare ; 	<p>Le conseil prend acte.</p>
	<ul style="list-style-type: none"> - Axe n°3 : favoriser le dynamisme local et conforter l'offre commerciale ; - Axe n°4 : valoriser le cadre de vie et le fonctionnement urbain ; - Axe n°5 : un développement respectueux de l'environnement et favorisant la prévention des risques. <p>Monsieur le Maire demande au Conseil municipal :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DE DEBATTRE à nouveau des orientations générales du PADD ; - DE PRENDRE acte du PADD modifié ; - DE DIRE que la délibération à venir annule et remplace la précédente datée du 5 juillet 2017 et visée par la Préfecture de l'Ain le 10 juillet 2017. 	
<p>URBANISME</p>	<p>DESIGNATION D'UN ELU POUR LE DEPOT ET LA DELIVRANCE D'UNE AUTORISATION D'URBANISME AU NOM DU MAIRE</p> <p>Il est précisé que Monsieur le Maire se retire afin de ne pas prendre part à la décision puisqu'il est intéressé personnellement.</p> <p>Monsieur Bertrand Guillet informe le Conseil municipal que Monsieur le Maire envisage de faire réaliser des travaux de réfection de la toiture avec pose de velux à son domicile personnel et que par conséquent il va être intéressé à titre personnel par ces travaux qui nécessitent une déclaration préalable sans dépôt de permis de construire.</p> <p>Il est rappelé que selon l'article L 422-7 du code de l'urbanisme, si le Maire est intéressé au projet faisant l'objet de la demande de permis de construire ou de la déclaration préalable soit en son nom personnel, soit comme mandataire, le Conseil Municipal de la commune doit désigner un autre de ses membres pour prendre la décision.</p> <p>Monsieur Bertrand Guillet demande donc à l'assemblée de désigner un élu pour prendre toutes les décisions relatives à la délivrance de cette autorisation d'urbanisme.</p> <p>Sous la présidence de Bertrand GUILLET, il est demandé au Conseil Municipal :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DE DESIGNER un élu pour prendre les décisions relatives à tout dépôt d'autorisation d'urbanisme ainsi que tout autre document afférent à ce dossier ; - D'AUTORISER cet élu à signer ces décisions et tout autre document afférent à ce dossier. 	<p>A l'unanimité, le Conseil désigne Jean-Pierre Jacquinot et autorise ce dernier à signer les décisions et documents afférent à ce dossier</p>

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	<p>TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES NON BATIES – EXONERATION DES TERRAINS AGRICOLES EXPLOITES SELON UN MODE DE PRODUCTION BIOLOGIQUE</p> <p>Monsieur le Maire rappelle aux conseillers que la municipalité œuvre dans son fonctionnement quotidien en faveur de la protection de l'environnement. Elle met ainsi en œuvre de mesures pragmatiques au premier rang desquelles l'abolition de l'usage des produits phytosanitaires et leur remplacement par des solutions plus naturelles, permettant d'éviter de contribuer à la dégradation de notre environnement en limitant, au niveau de la commune, l'exposition aux pesticides.</p> <p>Dans la continuité de ses actions, la municipalité souhaite faciliter l'émergence de ces pratiques vertueuses et contribuer à son niveau à la transition écologique.</p> <p>Dans ce cadre, Monsieur le Maire expose les dispositions de l'article 135 G du code général des impôts permettant d'exonérer de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, pendant une durée de cinq ans, les propriétés non bâties classées dans les première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, huitième et neuvième catégories définies à l'article 18 de l'instruction ministérielle du 31 décembre 1908 lorsqu'elles sont exploitées selon le mode de production biologique prévu au règlement (CE) n° 834 / 2007 du Conseil, du 28 juin 2007, relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le règlement (CEE) n° 2092 / 91.</p> <p>L'exonération est applicable à compter de l'année qui suit celle au titre de laquelle une attestation d'engagement d'exploitation suivant le mode de production biologique a été délivrée pour la première fois par un organisme certificateur agréé.</p> <p>Elle cesse définitivement de s'appliquer à compter du 1er janvier de l'année qui suit celle au cours de laquelle les parcelles ne sont plus exploitées selon le mode de production biologique.</p> <p>Pour bénéficier de l'exonération, le propriétaire ou, si les propriétés concernées sont données à bail, le preneur adresse au service des impôts, avant le 1er janvier de chaque année, la liste des parcelles concernées accompagnée du document justificatif annuel délivré par l'organisme certificateur agréé.</p> <p>Vu l'article 113 de la loi n°2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009, Vu l'article 1395 G du code général des impôts,</p> <p>Monsieur le Maire demande au Conseil municipal de :</p> <ul style="list-style-type: none">- DEDIDER d'exonérer la part communale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, les propriétés non bâties :<ul style="list-style-type: none">○ classées dans les première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, huitième et neuvième catégories définies à l'article 18 de l'instruction ministérielle du 31 décembre 1908 ;○ exploitées selon le mode de production biologique prévu au règlement (CE) n° 834 / 2007 du Conseil, du 28 juin 2007, relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le règlement (CEE) n° 2092 / 91 ;- DE LE CHARGER de notifier cette décision aux services préfectoraux.	Pour à l'unanimité														
FINANCES	<p>REPRISE ANTICIPEE DES RESULTATS DE L'EXERCICE 2018 – BUDGET PRINCIPAL</p> <p>Monsieur le Maire expose à l'assemblée que l'instruction comptable M14 prévoit que les résultats d'un exercice sont affectés après leur constatation, qui a lieu lors du vote du compte administratif.</p> <p>L'article L. 2311-5 du CGCT permet de reporter au budget de manière anticipée (sans attendre le vote du compte administratif et dans leur intégralité) les résultats de l'exercice antérieur.</p> <p>Le tableau des résultats de l'exercice 2018 est le suivant :</p> <table><tr><td>Résultat global de la section de fonctionnement 2018</td><td>1 298 473,47</td></tr><tr><td>Solde d'exécution de la section d'investissement 2018</td><td>202 052,19</td></tr><tr><td>Solde des restes à réaliser en section d'investissement 2018</td><td>- 106 128,75</td></tr><tr><td>Besoin de financement de la section d'investissement</td><td>0,00</td></tr><tr><td>Couverture du besoin de financement 2018 (compte 1068)</td><td>0,00</td></tr><tr><td>Dotation complémentaire en réserve, section investissement (compte 1068)</td><td>251 946,56</td></tr><tr><td>Solde du résultat de fonctionnement – report compte R 002</td><td>1 046 526,91</td></tr></table> <p>L'ensemble de ces montants sera inscrit dans le budget primitif 2019, ainsi que le détail des restes à réaliser. La délibération d'affectation définitive du résultat devra intervenir après le vote du compte administratif.</p> <p>Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal :</p> <ul style="list-style-type: none">- DE DECIDER la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2018 sur l'exercice 2019 telle qu'indiquée ci-dessus.	Résultat global de la section de fonctionnement 2018	1 298 473,47	Solde d'exécution de la section d'investissement 2018	202 052,19	Solde des restes à réaliser en section d'investissement 2018	- 106 128,75	Besoin de financement de la section d'investissement	0,00	Couverture du besoin de financement 2018 (compte 1068)	0,00	Dotation complémentaire en réserve, section investissement (compte 1068)	251 946,56	Solde du résultat de fonctionnement – report compte R 002	1 046 526,91	Pour à l'unanimité
Résultat global de la section de fonctionnement 2018	1 298 473,47															
Solde d'exécution de la section d'investissement 2018	202 052,19															
Solde des restes à réaliser en section d'investissement 2018	- 106 128,75															
Besoin de financement de la section d'investissement	0,00															
Couverture du besoin de financement 2018 (compte 1068)	0,00															
Dotation complémentaire en réserve, section investissement (compte 1068)	251 946,56															
Solde du résultat de fonctionnement – report compte R 002	1 046 526,91															

VOTE DES SUBVENTIONS 2019

Monsieur le Maire rappelle la volonté municipale de soutenir les associations locales et propose au Conseil municipal d'examiner la liste des subventions pouvant être accordées en 2019 :

Secteur	Nom de l'association	Proposition
Culture - Animation	Montluel en Fête - <u>sous réserve de convention</u>	16 000,00
Culture - Animation	Montluel en Fête – <u>subvention exceptionnelle fête</u>	3 000,00
Culture - Cinéma	Association cinéma des Augustins	500,00
Culture - Généraliste	Office Municipal de la Culture de Montluel	20 000,00
Culture - Marionnettes	Compagnie de l'Ours Polar - <u>sous réserve de</u>	400,00
Culture - Musique	Ecole Intercommunale de Musique	2 500,00
Culture - Musique	EIME (orchestre d'harmonie)	3 400,00
Culture - Musique	En Pl' Ain Chœur	300,00
Culture - Musique	Les amis de l'orgue	2 600,00
Culture - Musique	Ultrason Org Elec Club (EMA Montluel)	570,00
Culture - Musique	Ultrason Org Elec Club (EMA) - <u>sous réserve</u>	2 911,00
Culture - Patrimoine	Comité Histoire et Patrimoine	2 700,00
Culture - Patrimoine	Comité Histoire et Patrimoine- <u>sous réserve</u>	4 000,00
Culture - Théâtre	Les grands enfants (Contes en Côtère)	600,00
Divers	AIMPEC	1 850,00
Divers	AIMPEC – <u>sous réserve de convention d'objectifs</u>	3 150,00
Divers	Comité de jumelage	2 142,00
Divers	Les chasseurs réunis	130,00
Divers	Union des Anciens Combattants et victimes de	200,00
Divers	Jeunes sapeurs-pompiers de Montluel	200,00
Divers	Amicale des sapeurs-pompiers de Montluel	200,00
Divers	Association Maintien Agriculture Paysanne	564,00
Enfance-Scolaire	Coopérative scolaire Daudet	4 144,00
Enfance-Scolaire	Coopérative scolaire Jailleux	532,00
Enfance-Scolaire	Coopérative scolaire St-Exupéry	3 752,00
Enfance-Scolaire	Ecole privée Saint-Vincent	27 300,00
Enfance-Scolaire	Sou des écoles de Jailleux	550,00
Enfance-Scolaire	Sou des écoles laïques de Montluel	2 200,00
Enfance-Scolaire	USEP de l'Ain	3 000,00
Enfance-Scolaire	Parents d'élèves collège de la Dombes	40,00
Personnel	Comité d'œuvre Sociale du personnel communal	7 200,00
Social-Culture	Maison Jeunes et Culture - <u>sous réserve de</u>	93 500,00
Solidarité	ADAPEI de l'Ain	600,00
Solidarité	Amicale des Donneurs de sang	700,00
Solidarité	Association des sauveteurs secouristes	500,00
Solidarité	Club du Bel-Age	3 500,00
Solidarité	Sérénade (maison de retraite)	500,00
Solidarité	France Bénévolat des Pays de l'Ain	100,00
Sport	Archers du canton de Montluel	200,00
Sport	Corps-Vie-Danse	1 000,00
Sport	Football Club Côtère Luenaz- <u>sous réserve</u>	1 500,00
Sport	Club de gymnastique La Sereine	2 000,00
Sport	Racing Club Montluel	48 500,00
Sport	Twirl sportif – <u>sous réserve de convention</u>	1 000,00
Sport	Union bouliste	1 500,00
Somme à valoir	Provision subventions exceptionnelles	3 265,00
TOTAL		275 000,00

Pour à
l'unanimité

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal :

- DE VALIDER, pour 2019, les propositions de subventions aux associations ci-dessus détaillées ;
- DE L'AUTORISER à verser les sommes allouées à chaque association.

FINANCES	<p>VOTE DES TAUX D'IMPOSITION 2019</p> <p>Les collectivités locales fixent librement les taux d'imposition des trois impôts locaux. Toutefois, cette liberté s'exerce dans le respect des règles d'encadrement des taux d'imposition.</p> <p>Le produit de la fiscalité directe locale a ainsi été fixé à 2 000 000 € dans le budget primitif de l'exercice 2019.</p> <p>Ce montant permet de maintenir les taux d'imposition inchangés, c'est-à-dire au même niveau que depuis 2014, conformément aux engagements pris par la majorité.</p> <p>Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2121-29, L.2311-1 et suivants, L.2312-1 et suivants, L.2331-3 ;</p> <p>Vu le code général des impôts et notamment ses articles 1636 B sexies et 1636 B septies ;</p> <p>Vu la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale ;</p> <p>Vu les lois de finances annuelles ;</p> <p>CONSIDERANT que le produit de la fiscalité directe locale est fixé à 2 000 000 € dans le budget primitif de l'exercice 2019 ;</p> <p>Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal :</p> <ul style="list-style-type: none">- DE MAINTENIR les taux d'imposition inchangés, c'est-à-dire au même niveau qu'en 2014,- D'APPROUVER pour l'année 2019 les taux d'imposition suivants :<ul style="list-style-type: none">▪ Taxe d'habitation : 10,42 %▪ Foncier bâti : 12,50 %▪ Foncier non bâti : 43,52 %	Pour à l'unanimité										
FINANCES	<p>BUDGET PRIMITIF 2019 – CONSTITUTION DE PROVISIONS POUR RISQUES – BUDGET PRINCIPAL</p> <p>Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que la constitution de provisions comptables est une dépense obligatoire et son champ d'application est précisé par l'article R.2321-2 du code général des collectivités territoriales.</p> <p>Par souci de sincérité budgétaire, de transparence des comptes et de fiabilité des résultats de fonctionnement des collectivités, le code général des collectivités territoriales rend nécessaire les dotations aux provisions pour créances douteuses. Il est d'ailleurs précisé qu'une provision doit être constituée par délibération de l'assemblée délibérante lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur comptes de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public, à hauteur du risque d'irrecouvrabilité, estimé à partir d'informations communiquées par le comptable.</p> <p>La comptabilisation des dotations aux provisions des créances douteuses repose sur des écritures semi-budgétaires (droit commun) par utilisation en dépenses du compte 6817 « Dotations aux provisions pour dépréciations des actifs circulants ».</p> <p>Monsieur le Maire propose de retenir, pour le calcul des dotations aux provisions des créances douteuses à partir de l'exercice 2019, la méthode prenant en compte l'ancienneté de la créance comme premier indice des difficultés pouvant affecter le recouvrement d'une créance, avec des taux forfaitaires de dépréciation applicable de la manière suivante :</p> <table><tr><th>Exercice de prise en charge de la créance</th><th>Taux de dépréciation</th></tr><tr><td>N – 1</td><td>0 %</td></tr><tr><td>N – 2</td><td>25 %</td></tr><tr><td>N – 3</td><td>50 %</td></tr><tr><td>Antérieur</td><td>100 %</td></tr></table> <p>La liste des créances douteuses transmise par le comptable comprend essentiellement des dettes de faibles montants et anciennes (antérieures à N -3) pour un montant global de 10 000 €.</p> <p>Monsieur le Maire propose donc au conseil municipal de constituer sur l'exercice 2019 une provision pour risques de dépréciation des actifs circulants de 10 000 €.</p> <p>Il précise que lorsque le risque se concrétise, il convient de reprendre la provision par une recette de la section de fonctionnement au compte 7817. La provision doit être reprise également lorsque le risque est écarté.</p> <p>Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal :</p> <ul style="list-style-type: none">- DE CONSTITUER, pour le budget principal de la commune de Montluel, une provision pour risques pour un montant de 10 000 € ;- D'IMPUTER ce montant à l'article 6817 « Dotations aux provisions pour dépréciations des actifs circulants » du budget 2019.	Exercice de prise en charge de la créance	Taux de dépréciation	N – 1	0 %	N – 2	25 %	N – 3	50 %	Antérieur	100 %	Pour à l'unanimité
Exercice de prise en charge de la créance	Taux de dépréciation											
N – 1	0 %											
N – 2	25 %											
N – 3	50 %											
Antérieur	100 %											

FINANCES	<p>ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2019 – BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE</p> <p>Madame Irène TOST présente et fait lecture des différents articles du budget primitif principal 2019 et demande au conseil municipal d'examiner le projet de budget dont les totaux s'élèvent à :</p> <table><tr><th>FONCTIONNEMENT</th><th>INVESTISSEMENT</th></tr><tr><td>Total des dépenses : 6 739 638,91 €</td><td>Total des dépenses : 2 902 073,45 €</td></tr><tr><td>Total des recettes : 6 739 638,91 €</td><td>Total des recettes : 2 902 073,45 €</td></tr></table> <p>Vu les articles L2311-1, L2312-1 et suivants du code général des collectivités territoriales relatifs au vote du budget primitif ; Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable au budget principal ; Considérant la teneur du débat d'orientation budgétaire qui s'est déroulé lors de la séance du conseil municipal du 18 décembre 2018 ;</p> <p>Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal :</p> <ul style="list-style-type: none">- D'ADOPTER le budget primitif principal 2019 comme indiqué ci-dessus.	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	Total des dépenses : 6 739 638,91 €	Total des dépenses : 2 902 073,45 €	Total des recettes : 6 739 638,91 €	Total des recettes : 2 902 073,45 €	<p>Pour à la majorité</p> <p>Pour : 21 Abstentions : 5</p>						
FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT													
Total des dépenses : 6 739 638,91 €	Total des dépenses : 2 902 073,45 €													
Total des recettes : 6 739 638,91 €	Total des recettes : 2 902 073,45 €													
FINANCES	<p>REPRISE ANTICIPEE DES RESULTATS DE L'EXERCICE 2018 –BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE</p> <p>Monsieur le Maire expose à l'assemblée que l'instruction budgétaire et comptable M49, applicable aux services de distribution d'eau potable, prévoit que les résultats d'un exercice sont affectés après leur constatation, qui a lieu lors du vote du compte administratif. L'article L. 2311-5 du CGCT permet de reporter au budget de manière anticipée (sans attendre le vote du compte administratif et dans leur intégralité) les résultats de l'exercice antérieur. Le tableau des résultats de l'exercice 2018 du budget eau potable est le suivant :</p> <table><tr><td>Résultat global de la section de fonctionnement 2018</td><td>1 507,22 €</td></tr><tr><td>Solde d'exécution de la section d'investissement 2018</td><td>45 549,95 €</td></tr><tr><td>Solde des restes à réaliser en section d'investissement 2018</td><td>0,00 €</td></tr><tr><td>Besoin de financement de la section d'investissement</td><td>0,00 €</td></tr><tr><td>Couverture du besoin de financement 2018 - compte R 1068</td><td>0,00 €</td></tr><tr><td>Solde du résultat de fonctionnement – report compte R 002</td><td>1 507,22 €</td></tr></table> <p>L'ensemble de ces montants sera inscrit dans le budget primitif 2019. La délibération d'affectation définitive du résultat devra intervenir après le vote du compte administratif.</p> <p>Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de :</p> <ul style="list-style-type: none">- DECIDER la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2018 sur l'exercice 2019 telle qu'indiquée ci-dessus.	Résultat global de la section de fonctionnement 2018	1 507,22 €	Solde d'exécution de la section d'investissement 2018	45 549,95 €	Solde des restes à réaliser en section d'investissement 2018	0,00 €	Besoin de financement de la section d'investissement	0,00 €	Couverture du besoin de financement 2018 - compte R 1068	0,00 €	Solde du résultat de fonctionnement – report compte R 002	1 507,22 €	<p>Pour à l'unanimité</p>
Résultat global de la section de fonctionnement 2018	1 507,22 €													
Solde d'exécution de la section d'investissement 2018	45 549,95 €													
Solde des restes à réaliser en section d'investissement 2018	0,00 €													
Besoin de financement de la section d'investissement	0,00 €													
Couverture du besoin de financement 2018 - compte R 1068	0,00 €													
Solde du résultat de fonctionnement – report compte R 002	1 507,22 €													
FINANCES	<p>BUDGET PRIMITIF 2019 – BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE</p> <p>Madame Irène TOST présente et fait lecture des différents articles du budget primitif 2019 du service de l'eau potable. Il est demandé au Conseil municipal d'examiner le projet de budget dont les totaux s'élèvent à :</p> <table><tr><th>EXPLOITATION</th><th>INVESTISSEMENT</th></tr><tr><td>Total des dépenses : 626 380,00 €</td><td>Total des dépenses : 219 079,95 €</td></tr><tr><td>Total des recettes : 626 380,00 €</td><td>Total des recettes : 219 079,95 €</td></tr></table> <p>Vu l'instruction budgétaire et comptable M49 applicable aux services de distribution d'eau potable,</p> <p>Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal :</p> <ul style="list-style-type: none">- D'ADOPTER le budget primitif 2019 du service de l'eau potable comme indiqué ci-dessus.	EXPLOITATION	INVESTISSEMENT	Total des dépenses : 626 380,00 €	Total des dépenses : 219 079,95 €	Total des recettes : 626 380,00 €	Total des recettes : 219 079,95 €	<p>Pour à la majorité</p> <p>Pour : 21 Abstentions : 5</p>						
EXPLOITATION	INVESTISSEMENT													
Total des dépenses : 626 380,00 €	Total des dépenses : 219 079,95 €													
Total des recettes : 626 380,00 €	Total des recettes : 219 079,95 €													
CULTURE	<p>TARIFICATION DE DROIT D'ENTREE A DES SPECTACLES ORGANISES PAR LA COMMUNE</p> <p>Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la commune envisage d'organiser divers spectacles culturels à compter de l'année 2019. Afin de pouvoir encaisser les recettes liées à ces spectacles, il propose d'instaurer une tarification unique de 5,00 € de droit d'entrée.</p> <p>Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal :</p> <ul style="list-style-type: none">- DE METTRE en place, à compter de l'année 2019, une tarification unique de 5,00 € de droit d'entrée aux spectacles culturels organisés par la commune,- DE DIRE que l'imputation de la recette correspondante s'effectuera au compte 7062 « redevances et droits des services à caractère culturel » du budget principal de la commune.	<p>Pour à l'unanimité</p>												

PETITE ENFANCE	<p>MISE EN PLACE D'UNE COMMISSION D'ATTRIBUTION DES PLACES AU SEIN DU POLE PETITE ENFANCE</p> <p>Monsieur le Maire rappelle que par délibération en date du 18 décembre 2018, le Conseil municipal s'est prononcé favorablement sur le principe de la délégation de service public concernant l'exploitation et la gestion du Pôle Petite Enfance, à compter du 1^{er} septembre prochain.</p> <p>Il est précisé que l'accueil des jeunes enfants est organisé via un règlement de fonctionnement contractualisé dans les pièces de la délégation de service public. Ce règlement comprend les modalités d'accueil (régulier, occasionnel et d'urgence), cependant il n'est pas spécifié l'existence d'une commission d'attribution des places au sein du pôle petite enfance et de facto, sa composition.</p> <p>Aussi dans un souci de transparence, il convient d'asseoir la création d'une commission d'attribution des places et sa composition, opposables à tout candidat qui se verra attribuer la délégation de service public de la gestion du Pôle Petite Enfance.</p> <p>Il est proposé de créer une commission qui aura pour missions :</p> <ul style="list-style-type: none">- De fixer les modalités de fonctionnement de la commission ;- La répartition des places et la définition des modalités et critères d'attribution des places ;- L'étude des dossiers de demande de place ;- L'attribution des places ;- La notification des réponses aux familles. <p>La composition de la commission telle qu'elle existe aujourd'hui est reconduite.</p> <p>Il est par conséquent proposé que la commission soit constituée :</p> <ul style="list-style-type: none">- De l' élu délégué du secteur enfance ou de son représentant ;- D'un élu désigné par le Conseil municipal ;- Du Directeur du Pôle Petite Enfance ;- D'un professionnel du Pôle Petite Enfance désigné par le Directeur de la structure ;- D'un collège de parents arrêté en concertation avec le directeur du pôle petite enfance. <p>Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal :</p> <ul style="list-style-type: none">- D'APPROUVER la création d'une commission d'attribution des places pour le Pôle Petite Enfance ;- DE DECIDER de sa mise en place à compter du 1^{er} septembre 2019 ;- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous documents afférents.	Pour à l'unanimité								
PETITE ENFANCE	<p>ADHESION AU LABEL « LOISIRS EQUITABLES ET ACCESSIBLES »</p> <p>Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il est possible d'adhérer au label « loisirs équitables et accessibles » mis en place par la Caisse d'Allocation familiale et qui a pour objectif de veiller à l'accessibilité de l'offre de loisirs à l'ensemble des familles du territoire.</p> <p>Ce dispositif a pour principes :</p> <ul style="list-style-type: none">- De proposer aux familles une tarification adaptée à leurs ressources ;- De permettre aux enfants de ces familles, d'accéder à l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement, les mercredis et en période de vacances scolaires ;- De réaffirmer le soutien de la CAF de l'Ain aux gestionnaires ALSH. <p>Les structures adhérentes au label reçoivent une aide forfaitaire en supplément de la prestation de service habituelle, déterminée en fonction des actes réalisés en 2017 sur la commune et d'un coefficient de territoire.</p> <p>En contrepartie de cette aide financière les structures ALSH sont invitées à moduler leur grille tarifaire afin de répondre aux objectifs d'accessibilité.</p> <p>La caisse d'allocation familiale de l'Ain, a qui a été soumise la grille tarifaire actuelle, a conclu que cette dernière est tout à fait conforme aux principes du label « loisirs équitables et accessibles » précisés supra.</p> <p>Toujours en lien avec les services de la caisse d'allocation familiale de l'Ain, il est proposé dans le cadre de ce label, que la commune applique systématiquement les réductions suivantes aux familles :</p> <table><tr><td>Montant de l'aide communale</td><td>QF1 : 0 à 450</td><td>QF2 : 451 à 660</td><td>QF3 : 661 à 760</td></tr><tr><td></td><td>8,00 €</td><td>6,50 €</td><td>5,00 €</td></tr></table> <p>Monsieur le Maire demande au conseil municipal :</p> <ul style="list-style-type: none">- D'ADHERER AU LABEL « LOISIRS EQUITABLES ET ACCESSIBLES » ;- DE L'AUTORISER à signer tout document s'y afférent ;- DE MAINTENIR la grille tarifaire appliquée jusqu'à présent ;- D'APPLIQUER automatiquement la réduction précisée au barème ci-dessus au moment de l'inscription, en fonction du quotient familial de la famille, à compter du 15 février 2019.	Montant de l'aide communale	QF1 : 0 à 450	QF2 : 451 à 660	QF3 : 661 à 760		8,00 €	6,50 €	5,00 €	Pour à l'unanimité
Montant de l'aide communale	QF1 : 0 à 450	QF2 : 451 à 660	QF3 : 661 à 760							
	8,00 €	6,50 €	5,00 €							

INTERCOMMUNALITE	<p>STATION D'EPURATION DE CORDIEUX - CESSION FONCIERE : COMMUNE DE MONTLUEL / 3CM</p> <p>Monsieur le Maire informe les membres du Conseil municipal que le projet de STEP de Cordieux est inscrit dans le programme pluriannuel de travaux 2017 de la 3CM pour un montant de 630 000 € HT.</p> <p>Monsieur le Maire rappelle également que la compétence collecte a été transférée à la 3CM le 4 avril 2016 et que l'EPCI est, de fait compétent en matière d'assainissement collectif.</p> <p>Monsieur le Maire expose que la Commune est propriétaire du terrain d'assiette de la future STEP à savoir 931 m2 sur la parcelle B n°93 et 2 119 m2 sur la parcelle B n°434.</p> <p>Monsieur le Maire précise que la 3CM souhaite se porter acquéreur du foncier nécessaire à la construction de cet équipement public et que cette cession au profit de la 3CM porte sur un tènement non bâti sur lequel est implantée la STEP actuelle, qui sera démolie.</p> <p>Au vu des éléments cités ci-dessus, un avis du domaine a été sollicité par la 3CM ; la valeur vénale du tènement a été fixée à hauteur de 3 350 €.</p> <p>Il convient de préciser que les frais d'arpentage et d'acte notarié seront pris en charge par la 3CM.</p> <p>Monsieur le Maire demande au Conseil municipal :</p> <ul style="list-style-type: none">- D'ACCEPTER la cession des parcelles cadastrées B n°93 et B n°434 d'une contenance totale de 3 050 m2 au prix du domaine à savoir 3 350 € ;- D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant (Monsieur Bertrand Guillet ou Madame Irène TOST) à signer tous les documents relatifs à cette cession.	Pour à l'unanimité																				
COMMUNICATION DU MAIRE	<p>COMMUNICATION DU MAIRE</p> <p>Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que les décisions suivantes ont été prises, en vertu des articles L2122-22 et suivants, L2131-2 du code général des collectivités territoriales, de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret modifié n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics, ainsi que de la délibération n°2017-10-10-002 du 10 octobre 2017 portant délégation du conseil municipal au Maire :</p> <table><tr><th>Objet du marché</th><th>Date notification du marché</th><th>Nom de l'entreprise attributaire</th><th>Montant du marché H.T.</th></tr><tr><td>Maintenance des ascenseurs de la ville : - Lot n°1</td><td>14/12/2018</td><td>OTIS</td><td>2 575 € HT /an + 2 900 € HT : rebobinage du moteur de traction pour la durée du marché soit 13 200 € HT sur la durée totale du marché (soit 4 années)</td></tr><tr><td>Maintenance des ascenseurs de la ville : - Lot n°2</td><td>14/12/2018</td><td>OTIS</td><td>750 € HT /an + 2900 € HT : rebobinage du moteur de traction pour la durée du marché soit 5900 € HT sur la durée totale du marché (soit 4 années)</td></tr><tr><td>Fourniture et livraison de repas en liaison froide pour les enfants de l'ALSH</td><td>28/12/2018</td><td>RPC</td><td>Environ 8 580 euros HT/an : le prix du repas s'élève à 2,40 euros HT et 2,53 euros TTC/repas</td></tr><tr><td>Acquisition de fournitures administratives</td><td>Renouvellement (Notification le 21 février 2018)</td><td>DEVELAY</td><td>Accord-cadre à bons de commande</td></tr></table>	Objet du marché	Date notification du marché	Nom de l'entreprise attributaire	Montant du marché H.T.	Maintenance des ascenseurs de la ville : - Lot n°1	14/12/2018	OTIS	2 575 € HT /an + 2 900 € HT : rebobinage du moteur de traction pour la durée du marché soit 13 200 € HT sur la durée totale du marché (soit 4 années)	Maintenance des ascenseurs de la ville : - Lot n°2	14/12/2018	OTIS	750 € HT /an + 2900 € HT : rebobinage du moteur de traction pour la durée du marché soit 5900 € HT sur la durée totale du marché (soit 4 années)	Fourniture et livraison de repas en liaison froide pour les enfants de l'ALSH	28/12/2018	RPC	Environ 8 580 euros HT/an : le prix du repas s'élève à 2,40 euros HT et 2,53 euros TTC/repas	Acquisition de fournitures administratives	Renouvellement (Notification le 21 février 2018)	DEVELAY	Accord-cadre à bons de commande	
Objet du marché	Date notification du marché	Nom de l'entreprise attributaire	Montant du marché H.T.																			
Maintenance des ascenseurs de la ville : - Lot n°1	14/12/2018	OTIS	2 575 € HT /an + 2 900 € HT : rebobinage du moteur de traction pour la durée du marché soit 13 200 € HT sur la durée totale du marché (soit 4 années)																			
Maintenance des ascenseurs de la ville : - Lot n°2	14/12/2018	OTIS	750 € HT /an + 2900 € HT : rebobinage du moteur de traction pour la durée du marché soit 5900 € HT sur la durée totale du marché (soit 4 années)																			
Fourniture et livraison de repas en liaison froide pour les enfants de l'ALSH	28/12/2018	RPC	Environ 8 580 euros HT/an : le prix du repas s'élève à 2,40 euros HT et 2,53 euros TTC/repas																			
Acquisition de fournitures administratives	Renouvellement (Notification le 21 février 2018)	DEVELAY	Accord-cadre à bons de commande																			
QUESTIONS DIVERSES																						

Levée de la séance à 22 H
Affiché le : **14 FEV. 2019**

Fait à Montluel, le 13 février 2019

Le Maire,

Romain DAUBIÉ

